



Déclaration commune condamnant l'agression contre Gaza par les organisations, militants et membres des communautés LGBTIQ+ en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord

Mardi 24 octobre 2023

Les organisations, mouvements et individus de la communauté LGBTIQ+ de la région Asie de l'Ouest et Afrique du Nord qui ont signé cette déclaration condamnent et dénoncent le génocide de la population de Gaza par les forces d'occupation israéliennes contre les Palestiniens. Ils affirment également leur soutien au droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la libération de la violence et de l'occupation coloniales.

Les groupes, les individus et les signataires exigent un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la fourniture d'une aide humanitaire aux personnes touchées et la fin de l'agression et du génocide perpétrés par l'armée israélienne.

Le matin du 7 octobre, nous nous sommes réveillés avec une opération militaire visant les colonies proches de la bande de Gaza assiégée. Ces colonies ont été construites après avoir occupé des terres palestiniennes, ce qui a entraîné le déplacement ou l'extermination de leurs habitants. Les forces d'occupation ont riposté à cette opération par des frappes aériennes et des bombardements constants, ainsi que par des coupures d'électricité, d'eau, de nourriture et de fournitures médicales, avec le soutien militaire et moral des États-Unis d'Amérique et de plusieurs autres pays, dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cet assaut et ces bombardements sur la bande de Gaza assiégée ont fait plus de 4 650 morts, dont 2 000 enfants, et plus de 15 273 blessés parmi les civils (jusqu'au moment de la rédaction de cette déclaration), anéantissant des familles entières, des bâtiments et rasant des quartiers du nord au sud de la bande de Gaza. Parallèlement à cette agression brutale, on assiste à une recrudescence de la rhétorique raciste et des actions répressives systématiques. Celles-ci se sont manifestées à l'échelle mondiale, notamment sur les plateformes de médias sociaux, où il existe un effort concerté pour supprimer les voix qui défendent la cause palestinienne et leur droit fondamental à la libération du colonialisme. Cette suppression utilise divers moyens, de la

promotion d'une culture de l'annulation à la présentation de menaces militaires, illustrant la collusion profondément ancrée entre les gouvernements et la technologie.

L'intensification des troubles et la catastrophe humanitaire en cours à Gaza ne peuvent être ignorées par ceux qui se consacrent résolument aux droits de l'homme et à la défense de la justice sociale. En tant qu'activistes LGBTIQ+ pour l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord, nous condamnons fermement toute forme d'agression militaire, la perte tragique de vies innocentes et les crimes odieux contre l'humanité qui sont considérés comme un génocide, comme le stipule l'article 2 (C) de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : "Le fait d'imposer délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle". Il convient d'ajouter que le droit humanitaire stipule que "chaque fois que les circonstances le permettront, un armistice ou une suspension du feu sera organisé, ou des arrangements locaux seront pris, pour permettre l'enlèvement, l'échange et le transport des blessés laissés sur le champ de bataille" (Convention de Genève 1, article 15). (Convention de Genève 1, article 15), garantissant que les blessés et les personnes déplacées reçoivent l'aide urgente et vitale dont ils ont désespérément besoin.

Le gouvernement israélien affirme qu'il est irrévocablement lié par les droits de l'homme et les lois humanitaires internationales, qui exigent la prévention des pertes civiles et des prises d'otages. Outre la protection des personnes dans les zones en temps de guerre, l'article III, paragraphe 2, stipule que "les blessés et les malades doivent être recueillis et soignés". L'article 15 stipule " d'établir, dans les régions où se déroulent les combats, des zones neutralisées destinées à mettre à l'abri des effets de la guerre sans distinction : (a) les combattants et les non-combattants blessés et malades ; (b) les personnes civiles qui ne prennent pas part aux hostilités et qui, pendant qu'elles résident dans les zones, n'accomplissent aucune tâche de caractère militaire ". L'article (16) du même accord stipule également que : "Les blessés et les malades, ainsi que les infirmes et les femmes enceintes, feront l'objet d'une protection et d'un respect particuliers".

La punition collective systématique infligée aux civils palestiniens de Gaza et de Cisjordanie par l'État d'Israël et les Forces de défense israéliennes (FDI) à la suite des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 est non seulement injustifiable, mais aussi profondément répréhensible. Les actions de représailles des FDI, qualifiées de crimes contre l'humanité par de nombreux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations unies, ont été d'une gravité alarmante, a déclaré le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés : "Leur assaut comprend des attaques ciblées contre des hôpitaux, des mosquées, des églises, des sanctuaires où les civils déracinés trouvent du réconfort, et des établissements d'enseignement de civils après des ordres d'évacuation forcés. Les opérations militaires stratégiques des FDI, telles que les attaques calculées contre les postes de contrôle frontaliers et l'interruption délibérée de l'approvisionnement vital de Gaza, constituent des violations indéniables de l'humanité. Ces actions méritent une condamnation mondiale.

En tant que militants LGBTIQ+ de la région Asie de l'Ouest et Afrique du Nord, nous imaginons un monde où chaque individu, quelle que soit son identité, peut vivre, aimer et exister dans un climat de véritable égalité, de justice et de respect de la diversité. Lorsque la violence incontrôlée se déchaîne, il est de notre devoir d'en rechercher les origines et d'en évaluer les répercussions sur les communautés LGBTIQ+ dans le monde. Nous rejetons également fermement l'utilisation de nos questions queer pour servir l'agenda de l'entité israélienne occupante et sa politique de lavage de rose.

Au moment où nous rédigeons cette déclaration :

- **Nous affirmons notre soutien inconditionnel au droit des Palestiniens à libérer leurs terres, du fleuve à la mer.** Aucune personne libre ne peut adopter des méthodologies ou des théories sur les libertés individuelles et de genre et ignorer le droit des peuples à se débarrasser complètement de l'occupation.
- Nous affirmons sans équivoque que la libération et l'inclusion authentiques de tous, en particulier des personnes LGBTIQ+, restent un rêve lointain si les ombres de la dévastation économique, de l'extrémisme religieux rampant, des efforts militaristes incontrôlés et de l'approbation continue et de l'impunité des occupations illégales et des colonies continuent de planer sur la région, car la libération Queer est fondamentalement liée aux rêves de libération des Palestiniens.
- Nous affirmons également qu'en tant qu'individus et institutions, nous ne succomberons pas aux menaces de conversion ou aux positions qui ne reconnaissent pas l'occupation. En outre, nous ne permettrons pas que le soutien financier ou technique, sous la forme de financement et de mise en réseau, serve d'outil colonial pour des pays ayant un passé de colonialisme et des formes modernes de colonisation. Au cours de ce génocide, nous avons assisté à des déclarations scandaleuses de soutien au gouvernement israélien de la part de plateformes étrangères travaillant dans les domaines des droits de l'homme et de la culture.
- Nous demandons à la communauté mondiale de prendre des mesures immédiates et résolues, en tenant chaque entité, qu'elle soit individuelle ou institutionnelle, responsable de toute implication ou facilitation d'actes équivalents à des crimes de guerre ou à des crimes contre l'humanité. La justice doit être non seulement impartiale mais aussi rapide, afin de garantir un accès immédiat à l'aide humanitaire et d'empêcher ce qui pourrait dégénérer en génocide contre le peuple palestinien.
- Nous demandons à la communauté internationale d'appliquer de manière inébranlable les droits de l'homme internationaux et les lois humanitaires de manière universelle. Une application sélective ne fait qu'éroder le fondement même de ces systèmes juridiques vitaux et la confiance qu'ils inspirent.

Face à l'escalade de la guerre contre Gaza, nous exigeons une réponse urgente et globale :

- Les frontières doivent être ouvertes sans condition, garantissant la sécurité et la libre circulation des civils fuyant les zones de guerre tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de déplacement forcé du secteur.
- Un cessez-le-feu immédiat doit être mis en place, mettant fin à toutes les hostilités, ce qui implique la libération rapide des otages et oblige toutes les parties impliquées à rendre des comptes pour toute violation des droits de l'homme et des normes humanitaires internationales.
- Le génocide et le nettoyage ethnique contre le peuple palestinien doivent être condamnés et arrêtés immédiatement.
- Le blocus de Gaza doit être levé sans délai, en garantissant le rétablissement des services et des ressources essentiels, qu'il s'agisse de l'électricité, du carburant, de la nourriture, de l'eau potable ou de l'accès illimité à l'aide humanitaire, et pas seulement aux cercueils !
- La communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, doit prendre des mesures rapides contre les crimes de guerre commis par les forces israéliennes et contre les nouvelles agressions qui se poursuivent sans contrôle.

Les organisations, groupes et militants qui ont signé cette déclaration confirment qu'ils sont fermement déterminés à défendre les droits des personnes LGBTIQ+ et à poursuivre sans relâche la justice et l'égalité pour tous. Cependant, la véritable réalisation de ces principes est inconcevable si nous ne démantelons pas activement les mécanismes et les pratiques qui perpétuent la violence et la répression approuvées par l'État. Dans l'unité, nous sommes déterminés à forger un avenir où la justice, l'équité, le progrès et la liberté ne sont pas de simples idéaux mais des réalités vécues par tous, que ce soit en Palestine ou dans n'importe quel coin du globe.

Enfin, nous reconnaissons le droit du peuple palestinien à la libération et à l'autodétermination, en mettant un terme définitif à l'occupation des territoires palestiniens et en cessant résolument de soutenir les colonies israéliennes illégales.